

Brochure n° 3031

Convention collective nationale

IDCC : 897. – **PERSONNEL DES SERVICES INTERENTREPRISES
DE MÉDECINE DU TRAVAIL**

ACCORD DU 11 SEPTEMBRE 2009
RELATIF À L'INTITULÉ DE LA CONVENTION
NOR : *ASET0951051M*
IDCC : *897*

Entre :

Le centre interservices de santé et de médecine du travail en entreprise (CISME),

D'une part, et

La fédération santé et sociaux CFDT ;

La fédération française de la santé, de la médecine et de l'action sociale CFE-CGC ;

La fédération santé et sociaux CFTC ;

La fédération de la santé et de l'action sociale CGT ;

La fédération des employés et cadres CGT-FO ;

Le syndicat national des professionnels de la santé au travail (SNPST),

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les parties au présent accord conviennent que l'accord du 20 janvier 2009 relatif à la révision de la convention collective du personnel des services interentreprises de médecine du travail du 20 juillet 1976 modifiant l'intitulé de la convention collective nationale n'a pas été conclu dans le respect de l'article 4 de ladite convention et ne trouve donc pas à s'appliquer.

Aussi, parmi les accords signés depuis le 1^{er} janvier 2009, les termes « convention collective nationale du personnel des services interentreprises de santé au travail » sont remplacés par les termes « convention collective nationale du personnel des services interentreprises de médecine du travail ».

Cette modification n'affecte nullement l'ensemble des dispositions de ces accords n'ayant pas été frappés d'opposition majoritaire.

L'accord de salaires du 20 janvier 2009 est ainsi conforme au texte négocié, hors toute référence à l'accord révisant la classification annulé et hors toute référence à l'accord révisant l'intitulé de la convention collective.

DISPOSITIONS FINALES

Article 1.1

Durée

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Article 1.2

Entrée en vigueur

Le présent accord prend effet au 1^{er} janvier 2009.

Article 1.3

Révision

Chaque organisation signataire ou adhérente peut demander la révision de tout ou partie du présent accord selon les modalités définies à l'article 4 de la convention collective du personnel des services interentreprises de médecine du travail du 20 juillet 1976.

Article 1.4

Dénonciation

Cet accord pourra être dénoncé, totalement ou partiellement, à tout moment, par les organisations signataires, selon les modalités définies à l'article 3 de la convention collective du personnel des services interentreprises de médecine du travail du 20 juillet 1976 et dans le respect des articles L. 2261-9 et suivants du code du travail.

Article 1.5

Dépôt et extension

Le présent accord, établi en vertu des articles L. 2221-2 et suivants du code du travail, est fait en un nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise à chacune des organisations signataires et dépôt dans les conditions prévues par les articles L. 2231-6, L. 2261-1 et D. 2231-2 du code du travail.

Le CISME accomplira les formalités nécessaires afin d'obtenir l'extension du présent accord.

Fait à Paris, le 11 septembre 2009.

(Suivent les signatures.)